

Charles Millon soutient l'union nationale, première étape du rassemblement des patriotes

écrit par Monique B | 20 juin 2024





Il y avait des lustres que je n'avais pas entendu parler de Charles Millon, celui qui, en 1998, avait fait alliance au Conseil Régional avec le FN, s'attirant les foudres de la gauche et de la bien pensance... Il avait dû se coucher. Personne alors n'était prêt, le cordon sanitaire fonctionnait à plein régime. Et, comme il le dit, on a perdu 30 ans et bien plus, on ne sait pas comment on va se sortir de la situation actuelle.. Il a à présent 79 ans et son analyse tient la route !

Ancien Ministre de la Défense de Jacques Chirac, Charles Millon a été le premier de sa famille politique à tendre la main au Front National. Dans [Valeurs Actuelles](#), il revient sur cet épisode :

En 1998 ce n'était pas un accord local entre formations politiques, c'était – parce qu'ils partageaient certains objectifs communs pour la région, un vote du groupe Front National, pour un candidat présenté par la droite. Nous avons compris que nous pouvions nous entendre sur 6 points majeurs. **Domage que sur la pression de la gauche, les**

instances nationales de la droite n'aient pas voulu comprendre que c'était la voie à emprunter pour répondre aux défis de la France. Nous aurions gagné trente ans et les partis politiques qui s'autoproclament « droite républicaine » n'auraient pas scrutins après scrutins perdue une grande partie de ses électeurs...

Aujourd'hui Éric Ciotti a conclu un accord électoral : espérons qu'avec tous les partenaires aux tempéraments différents mais aux convictions communes, nous pourrions envisager l'élaboration d'un « programme commun » et la mise au point d'actions conjointes pour relever les défis de la France.

Un accord qui se fera sans Reconquête. Un paradoxe quand on sait qu'Eric Zemmour a appelé de ses vœux cette union pendant des années. Ce divorce entre Marine Le Pen et Eric Zemmour était inévitable selon vous ?

Ce n'est pas un accord d'appareil, c'est le choix d'une orientation politique. Si certains accords n'ont pas abouti c'est sans doute dû au fait que certains voulaient rassembler largement les Français et d'autres voulaient cliver. Ils se retrouvent sans doute sur des analyses mais divergent sur le chemin à emprunter.

Cette initiative pose la question de l'avenir de « la droite républicaine ». Signe-t-on une recomposition définitive ou, finalement l'initiative d'Eric Ciotti n'est qu'une parenthèse dans l'histoire politique de la droite ?

Espérons qu'il s'agit là d'une première étape du rassemblement des patriotes, des nationaux, des conservateurs de droite et que dans l'avenir, au travers des batailles parlementaires ils apprennent à travailler ensemble et à se retrouver sur l'essentiel.

Face à cette coalition, on assiste à un effritement du bloc central et le lancement d'un « nouveau front populaire » à

gauche. Est-ce la solidification du tripartisme ou le retour du clivage gauche-droite ?

Je crois simplement que l'on redécouvre que dans une démocratie il y a une majorité et une opposition. Et que d'un côté, il y a un courant de gauche, individualiste, socialiste pour les uns, mondialiste pour les autres, en passe de se faire déborder par une extrême gauche violente, outrancière et jalouse, et de l'autre il y a un courant de droite enraciné, personnaliste, souverainiste, attaché à la liberté et à la justice.

Pour soutenir l'initiative, vous avez lancé une plate-forme à destination des candidats de l'union nationale. Quel est le mode opératoire et pourquoi ce lancement ?

Aujourd'hui nombre de nouveaux candidats ont besoin de conseils sous l'angle juridique, administratif et comptable pour mener leurs campagnes. Une plateforme a été mise en place pour accompagner les candidats qui le souhaitent. Ces candidats pourront avoir accès à des spécialistes bénévoles disposés à les aider.